

# Projet RIVAGE

Innover en agro-écologique pour gérer, préserver et restaurer la qualité  
environnementale du territoire

## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION ÉCOLE-ACTEURS DU 18 septembre 2019

Quelles perspectives pour l'agriculture guadeloupéenne ?



*Le projet RIVAGE est un projet cofinancé par le fonds européen de développement régional Feder de l'Union Européenne, la Région Guadeloupe, le BRGM, le Cirad, l'Inra et l'Université des Antilles*



## CONTENU

Synthèse : .....	3
Introduction : .....	3
Un constat .....	3
Des éléments de réponse .....	4
Des pistes de travail .....	5
Participants : .....	6
Déroulé de la session : .....	8
Verbatim .....	8
Introduction .....	8
L'école acteurs .....	8
Pourquoi le thème quelles perspectives de l'agriculture guadeloupéenne .....	9
Panorama de l'agriculture guadeloupéenne (Alexandre Ducrot).....	9
Occupation du territoire .....	9
Les exploitations agricoles .....	9
Les pratiques culturales .....	9
Le revenu des exploitations .....	10
Approvisionnement du marché local.....	10
Conclusion.....	10
Menaces et opportunités de la filière banane (Lucile MEVEL) .....	10
La filière.....	10
Menaces.....	10
Opportunités.....	11
<i>apiculture</i> .....	11
Menaces et opportunités de la filière canne .....	11
Menaces.....	11
Opportunités.....	12
Conclusion.....	12
précisions sur les exposés introductifs .....	12
Discussions après les exposés introductifs .....	12
Atelier de groupe de l'après midi.....	15
Les questions :.....	15
Groupe Est.....	15
Groupe ouest .....	17
Restitution des ateliers .....	19
Annexes.....	21
Annexe n°1 : Présentation introductive, par Jean-Philippe Tonneau et Jean-Pierre Chéry .....	21
Annexe n°2 : L'agriculture guadeloupéenne en quelques chiffres par Alexandre Ducrot, Service Statistique de la DAAF.....	22
Annexe n° 3 : La filière banane, par Lucile Mevel, LPG.....	23
Annexe n° 4 : La filière canne, par Jean-Philippe Tonneau .....	24
Annexe n°5 : Posters .....	25

# QUELLES PERSPECTIVES POUR L'AGRICULTURE GUADELOUPEENNE ?

## SYNTHESE :

### INTRODUCTION :

La session a réuni 43 présents. Elle a été consacrée au thème « Quelles perspectives pour l'agriculture guadeloupéenne ? ». Le choix du thème s'inscrit dans la volonté d'ouvrir les réflexions de l'école-acteurs vers des thèmes liés aux évolutions des systèmes de production, évolutions portées par de profondes évolutions de l'agriculture et de son environnement. Les objectifs de la session étaient les suivants :

L'école-acteurs a été organisée en quatre temps :

- Trois présentations dressant un panorama de l'agriculture guadeloupéenne et rappelant les grands enjeux de l'agriculture guadeloupéenne, en insistant sur un état de lieux des deux principales filières que sont la canne et la banane ;
- Des posters commentés sur différentes expériences actuelles en Guadeloupe ;
- Des groupes de travail / Brainstorming pour traiter différentes questions associées (actions à privilégier, actions existantes à soutenir, et rôle du projet « Rivage ») ;
- Une synthèse.

A l'issue de la session, les débats et l'évaluation ont permis de relever les points suivants :

### UN CONSTAT

Dans un contexte de changement, l'agriculture guadeloupéenne ne semble pas répondre aux attentes de la population, du fait de nombreuses menaces et difficultés qui pèsent sur l'agriculture. De nouveaux besoins émergent. Un sentiment général se fait jour : il faut travailler la diversification des systèmes de production et l'ancrage territorial.

#### Les menaces et difficultés des principales filières :



**CANNE** : Pression foncière, dépendances aux aides, appui technique faible, risques sanitaires (rouille orangée) et climatiques, concurrence internationale



**BANANE** : risques sanitaires (cercosporiose, fusariose) et climatiques, concurrence internationale



#### **FRUITS ET LÉGUMES - ELEVAGE**

Risques sanitaires et climatiques, manque de visibilité, de soutien et d'aide, concurrence internationale



L'agriculture guadeloupéenne se voit confrontée aux questions suivantes :



Comment consolider les filières en difficultés ?

Comment les adapter pour répondre aux nouveaux besoins ?

Comment mieux les intégrer au sein du territoire ?

L'agriculture guadeloupéenne est principalement organisée en deux filières principales (canne & banane) basées sur l'exportation, dépendantes des aides publiques. La plupart de ces aides sont affectées à ces filières.

Les pressions que subit l'agriculture guadeloupéenne sont nombreuses (illustration n°1). Citons entre autres :

- la pression foncière
- La pression sociétale : demandant moins de traitements phytosanitaires et une meilleure gestion des ressources pour répondre aux attentes de consommateurs toujours plus exigeants

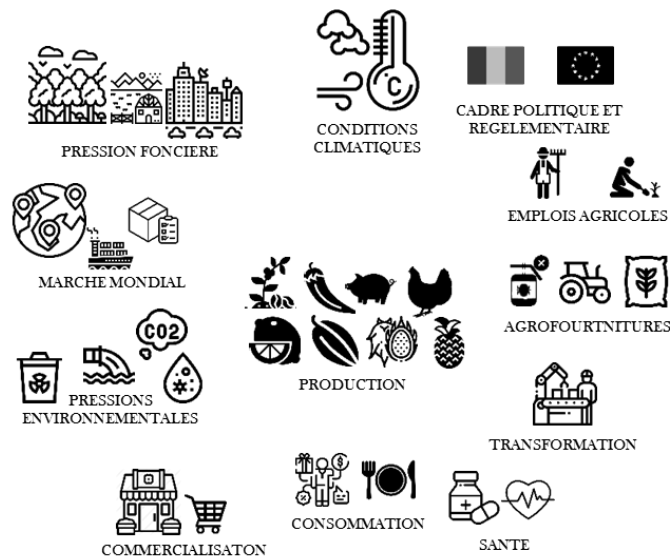


Illustration 1 : les principales pressions sur l'agriculture Guadeloupéenne

## DES ELEMENTS DE REPONSE

L'agriculture n'est pas que production. Elle est composée de nombreuses composantes sur lesquelles pèsent diverses pressions. L'agriculture guadeloupéenne reste dynamique et offre des opportunités de développement notamment à travers l'agroécologie, l'agriculture biologique, la diversification des produits, l'agroforesterie, etc. Les initiatives locales sont nombreuses. 7 ont été présentées durant la session. Ce sont des initiatives largement centrées sur l'observation et les échanges d'informations :

- L'Observatoire OPALE renseigne sur la qualité des eaux de surface et souterraines en s'intéressant aux pollutions liées aux pratiques agricoles.
- L'office de l'eau (OE971) réalise un état des lieux des milieux aquatiques et inventorie les pressions potentielles qui les impactent.
- Un Diagnostic du système alimentaire de la Guadeloupe (DIAG'Alim) a pour objectif de stimuler une réflexion collective autour des enjeux du système alimentaire guadeloupéen et de permettre une mise en action coordonnée des acteurs des territoires.
- Le Projet d'Accompagnement et de Valorisation des Expérimentations endogènes Collaboratives (AVEC) valorise les innovations réalisées par des producteurs-expérimentateurs grâce à un réseau dynamique renforcé par des techniciens formés.
- Le Réseau d'Innovation et de Transfert Agricole (RITA) recherche et diffuse des pratiques agroécologiques répondant localement aux besoins des agriculteurs à travers la mobilisation collective de l'ensemble des structures agricoles du territoire.
- Le programme Jardins Familiaux (JAFA) informe et accompagne la population vers de nouveaux comportements (alimentaires et culturels) pour réduire leur exposition à la chlordécone liée aux denrées issues de leurs jardins pollués et des circuits informels.
- Bouquet du Territoire Sud Guadeloupe (BTSG) contribue au développement agricole local à travers la promotion de l'agroécologie pour une agriculture durable.

## DES PISTES DE TRAVAIL

La discussion a permis de lister un certain nombre de pistes de travail.

D'abord c'est un travail intellectuel d'analyse de la réalité de l'agriculture guadeloupéenne qui est à réaliser. Une vision du futur de l'agriculture en fonction d'objectifs sociétaux doit être Co-construit en garantissant la participation de l'ensemble des acteurs, y compris les agriculteurs peu visibles, hors filières canne, banane ou autres. La diversification apparaît comme une entrée nécessaire pour consolider la plupart des exploitations agricoles. Encore faut-il définir ce qu'est la « diversification » et la penser comme un outil de prise en compte de l'ensemble des productions avec leurs spécificités.

Une fois ce travail fait, les dispositifs d'aide doivent prendre en compte l'ensemble des activités, **diversifiées** des exploitations agricoles. Cela signifie :

- Etablir une stratégie territoriale à l'échelle de l'île et construire ensemble l'avenir de notre agriculture à travers une vision partagée et des objectifs clairement définis et affichés.
- Adapter les dispositifs administratifs français & européens ainsi que les aides au contexte local particulier
- Revoir le système actuel appuyant des cultures d'exportation et se tourner vers une agriculture répondant mieux aux besoins des populations locales, de manière durable et résiliente.
- Développer la structuration collective en appuyant les OP existantes et trouver des solutions pour les producteurs qui n'en font pas partie afin de faciliter l'entraide, la commercialisation et donner plus de poids aux exploitations diversifiées.
- Développer un réseau de techniciens pour l'accompagnement des producteurs, dans toutes les cultures et élevages
- Mieux inclure les agriculteurs dans les projets de recherches et transférer les résultats vulgarisés pour favoriser l'accès à l'information scientifique
- Définir des interlocuteurs entre institutions et agriculteurs pour aider les agriculteurs dans leurs démarches, et pour mieux identifier les besoins et les opportunités à soutenir
- Mettre en place des fonds d'assurance calamité considérant les pertes de matériel. Rendre le crédit accessible à tous, au-delà des cultures d'exportations. Repenser les aides pour consolider les structures des exploitations plutôt que les aides à la production.

## DEROULE DE LA SESSION :

- Introduction :
  - Rappel de ce qu'est l'école-acteurs : *Jean Pierre Chery, Agro-Paris-Tech*
  - Introduction du thème de la journée : *Jean-Philippe Tonneau, Cirad*
- Exposé introductifs
  - Réalité de l'agriculture guadeloupéenne *A. Ducrot - DAAF*
  - Les menaces et opportunités de la filière banane *L. Mevel - LPG*
  - Les menaces et opportunités de la filière canne *J-P. Tonneau, Cirad*
- Les expériences actuelles en Guadeloupe (enjeux, actions menées et perspectives)
  - L'agroécologie *F. Souprayan - BTSG*
  - L'alimentation : *DIAG'Alim E. Tschannen et M-F. Doyen - Ademe, DAAF*
  - Le Réseau d'Innovation et de Transfert Agricole *M. Gérard - RITA*
  - Le programme Jardin Familiaux *F. Bourseau - Jafa*
  - La qualité des masses d'eau de Guadeloupe *S. Kanor - ODE*
  - Pression agricole et pollution des eaux sur les bassins versants : *OPALE (Pérou – Pères) P. Cattan - CIRAD*
- Synthèse et débat
- Groupes de travail : A l'échelle du bassin de production, quelles actions privilégier ? Quelles sont les actions existantes et comment les appuyer ? Comment s'organiser territorialement ? Quel est le rôle du projet « Rivage » ?
- Synthèse, débat et perspectives.

## VERBATIM<sup>1</sup>

### INTRODUCTION

Présentation en annexe n°1

### L'ÉCOLE ACTEURS

Pour faciliter la diffusion et la prise en compte des résultats de la recherche dans l'élaboration des politiques publiques, le projet Rivage a créé une « école-acteurs ».

L'école acteur est un lieu d'échanges et de débats sur l'agriculture de Guadeloupe. L'objectif est de réunir toutes personnes concernées par la question des pesticides afin que chaque acteur puisse partager ses expériences, connaissances et compétences, en les inscrivant dans la perspective d'une échelle territoriale, celle d'un bassin de production. Des exposés introductifs permettent d'initier les débats/échanges.

L'école acteur est un lieu ouvert, tous ceux qui se sentent concernés peuvent participer. Ces personnes, principalement acteurs des secteurs de l'agriculture et de l'environnement, issues des administrations, des professions agricoles ou de la Société civile, peuvent ainsi débattre de manière documentée des résultats des différentes recherches et des recommandations en découlant tout en intégrant ce qui fait actualité et qui impacte le territoire. Les débats orientent les travaux du projet « Rivage » en partageant des représentations de la réalité et en reconnaissant les contraintes du territoire et des acteurs locaux.

Après un premier volet en 2017-2018 sur la problématique des pollutions diffuses, le projet RIVAGE s'intéresse maintenant aux systèmes de production.

---

<sup>1</sup> Les noms des intervenants ne sont pas indiqués.

---

## **POURQUOI LE THEME QUELLES PERSPECTIVES DE L'AGRICULTURE GUADELOUPEENNE**

Dans un contexte de changement, des menaces et difficultés se font sentir pour les deux grandes filières d'exportation (banane et canne). Par ailleurs, l'agriculture guadeloupéenne ne répond que partiellement aux attentes de la population. Des nouveaux besoins et des demandes sociétales comme le bio émergent. L'agriculture guadeloupéenne est très dynamique avec des opportunités, des expériences, des « choses qui bougent » ... Les initiatives se multiplient avec un sentiment général que sans refuser les cultures d'exportation, il faut travailler à la diversification des systèmes de production et à l'ancrage territorial (à l'échelle des communes ou de l'île).

Les questions qui structureront nos échanges dans cette école acteurs sont les suivantes : Comment consolider les filières qui ont des difficultés ? Comment les adapter pour répondre aux nouveaux besoins ? Comment mieux intégrer les filières au sein des territoires ? Quelles actions à mettre en forme pour répondre aux interrogations ? Comment articuler les filières existantes avec de nouveaux besoins comme le maraîchage ? Comment intégrer les filières au territoire ? Comment le projet Rivage pourrait appuyer ces réflexions ?

### **PANORAMA DE L'AGRICULTURE GUADELOUPEENNE (ALEXANDRE DUCROT)**

Présentation en annexe n°2

---

## **OCCUPATION DU TERRITOIRE**

La Guadeloupe est un territoire avec une surface forestière importante qui occupe près de 45 % de la surface totale contre 30% pour l'agriculture, 12% d'espaces artificialisés et 5% d'espaces naturels. Ces chiffres sont stables même si l'urbanisation a tendance à augmenter au détriment des espaces agricoles. Certains espaces agricoles sont délaissés et deviennent des espaces naturels notamment du fait de la diminution de l'élevage. Il y a beaucoup d'espaces agricoles en grande terre, notamment au nord.

La canne à sucre est la culture la plus importante en termes d'espaces occupés. Elle occupe 13 400 ha, avec une légère baisse sur 10 ans. Les cultures fruitières, sur 2 800 ha, sont surtout représentées par les plantations de bananes.

Il y a 16 000 ha de terres visiblement (vue aérienne) utilisées, notamment par l'élevage, mais non déclarés comme rattachés à une exploitation agricole. L'élevage bovin diminue de 1 à 2%/an mais occupe encore de nombreuses terres (peu déclaré)

---

## **LES EXPLOITATIONS AGRICOLES**

En 50 ans, les surfaces agricoles ont été divisées par deux, tout comme le nombre d'agriculteurs (la définition d'agriculteurs intègre ceux qui possèdent moins d'1ha). Le nombre des exploitations baissent mais les plus grandes se maintiennent. On compte aujourd'hui 7000 agriculteurs dans l'île. L'hétérogénéité est grande avec des agriculteurs professionnels (moins d'1/3), les autres étant pluriactifs. Beaucoup de terres sont en location et en fermage, avec des contrats tacites et des statuts peu clairs.

---

## **LES PRATIQUES CULTURALES**

La grande question est l'utilisation des pesticides. On constate une baisse de l'usage des produits phytos liées à de meilleures connaissances des dangers sur les pollutions, etc. il y a une évolution nette depuis 2010, notamment sur l'IFT en banane avec le développement du bio-contrôle.

Sur la canne, l'IFT concerne surtout les herbicides pour la gestion enherbement. La prise en compte de l'impact des produits phytosanitaires se met en œuvre (meilleurs usages, avec EPI). Au-delà des chiffres, l'évolution s'observe sur le terrain. L'augmentation de l'IFT en 2014 est non significative contrairement à la baisse en 2017 (diapo 7 annexe 2).

---

## LE REVENU DES EXPLOITATIONS

La canne et la banane ont une valeur ajoutée très faible voire négative (en canne). La production agricole génère 162 millions euros/an. Les soutiens à l'agriculture représentent 177 millions/an (avec une part importante, pour la filière canne, pour les usines). Environ 40 % du revenu agricole provient des subventions.

---

## APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ LOCAL

Le marché local est alimenté avec de très fortes variations saisonnières et est directement concurrencé par les produits importés. La saisonnalité des productions entraîne une fluctuation des prix qui néanmoins restent stables sur le long terme. Les produits locaux sont en concurrence avec les produits importés. Les niveaux d'approvisionnement sont différents selon les produits. Ainsi pour les légumes, 60% de l'approvisionnement est local, les importations se font entre les saisons de production mais aussi pour des produits très consommés mais peu ou pas cultivés en Guadeloupe, comme la pomme de terre.

---

## CONCLUSION

Il est important de connaître tous les éléments du secteur agricole. La production dépend d'un nombre important de facteurs. Le prochain recensement agricole aura lieu en 2020.

---

## MENACES ET OPPORTUNITÉS DE LA FILIÈRE BANANE (LUCILE MEVEL)

Présentation en annexe n°3

---

## LA FILIÈRE

Rappel de quelques chiffres. La filière banane, c'est 180 exploitations, avec 77 877 tonnes de quota et 40 000 tonnes commercialisées en 2018 (Impact ouragan Maria) sur 1 274 hectares cultivés. Pour 2020, les prévisions sont d'une production de 70 000 T sur 1 850 hectares.

Le LPG est constitué de quatre pôles (un pôle administratif et financier, un pôle Logistique et Empotage, un pôle achat intrants, un pôle agro technique). Le LPG est une petite structure avec pour objectifs principaux de réduire l'utilisation des produits phytosanitaires et d'optimiser l'itinéraire technique pour optimiser le revenu, dans un contexte de menaces.

---

## MENACES

---

### *CERCOSPORIOSE*

Contraintes liées à la Cercosporiose noire. Maladie fongique qui attaque les feuilles, affecte le fruit qui mûrit trop vite voire pourrit, le rendant non commercialisable et impactant financièrement les producteurs. En termes de traitements fongicides, le triazole a été interdit sur le marché. Il y a de moins en moins de produits disponibles alors que la maladie est de plus en plus virulente. La méthode la plus efficace est donc l'effeuillage qui demande beaucoup de temps.

---

### *FUSARIOSE*

La fusariose ou maladie de Panama décime les bananiers. C'est une menace mondiale : partie d'Asie, elle a récemment touché la Colombie. Actuellement, il n'existe aucune solution et le champignon resterait présent dans le sol pendant 30 ans. Il existe des mesures prophylactiques mais qui, visiblement, ne sont pas suffisantes

---

### *CONCURRENCE INTERNATIONALE*

Productions de bananes à moindre coût en Afrique et Amérique latine.



---

## OPPORTUNITES

---

### AGRICULTURE BIOLOGIQUE

L'agriculture biologique s'est récemment développée par des agriculteurs volontaires pour limiter leurs impacts environnementaux et sur la santé.

L'augmentation de la consommation sur le marché national permet de proposer un produit plus spécifique. Le label bio permet la valorisation de la production, « banane bio française » avec un cahier des charges national très réglementé et donc gage d'une qualité valorisable.

Le programme bio débute officiellement cette année mais certains sont déjà engagés depuis 2 ans donc ce sera bio en 2020. Quelques grosses exploitations passent une partie de leurs surfaces en bio (environ 10ha), et d'autres petites passent tout en bio (environ 3 ha). Actuellement 9 producteurs sont engagés en bio, 15 d'ici la fin de l'année soit 8,5 % des membres du LPG.

---

### AGROFORESTERIE

Des projets d'agroforesterie se développent également, avec des arbres producteurs (objectif de diversifier les productions d'une exploitation) ou de services (objectif de fixation de l'azote, ou de barrière physique contre la cercosporiose grâce aux feuillages denses). Une formation de 5 semaines commence aujourd'hui sur l'agroforesterie pour permettre de remettre à l'ordre du jour les pratiques anciennes.

L'ONF intègre des jeunes agriculteurs à Sarcelles en production de banane, café, cacao. Intégrés dans la forêt, les agriculteurs s'engagent dans le respect de la biodiversité, avec la mise en place de corridors écologiques.

---

### APICULTURE

Des projets d'apiculture exploitent le potentiel mellifère des zones bananières en agriculture biologique.

## MENACES ET OPPORTUNITES DE LA FILIERE CANNE

Présentation en annexe n°4

C'est la culture la plus importante en termes de superficie. On note une baisse de la production qui plafonne à 550 000 tonnes. C'est une filière fragile en Guadeloupe du fait de l'orientation sucre. Les surfaces en canne sont transformées par le jeu de la diversification et de l'artificialisation/urbanisation.

---

## MENACES

Constatons un mouvement de réaffectation des sols. La filière est-elle encore assez rentable pour lutter contre l'artificialisation ?

Beaucoup de diversification des cultures chez les producteurs canniers.

---

### GEOPOLITIQUES ET ECONOMIQUES

L'Abandon des quotas et les accords UE - Mercosur prévoyant la suppression des droits de douanes au Brésil contribuent à renforcer la concurrence internationale sur le sucre. Le marché international est également soumis à des tensions : la canne est produite pour l'éthanol en raison du prix du pétrole, le sucre est produit à partir de la betterave.

Le rhum, avec ses spécificités et sa qualité, vise plutôt des marchés de niches, la consommation étant en forte croissance. La fragilité de la filière en Guadeloupe peut être expliquée par son orientation sucre. Peut-être le serait-elle moins sur le rhum ?

Il y a beaucoup de compensation financière de l'état mais pour combien de temps ? Et pour quelles contreparties ? Y aura-t-il des réformes ?

---

### **TECHNIQUES ET SANITAIRES**

La gestion des adventices est de plus en plus complexe avec le retrait des produits herbicides interdits. Les agriculteurs ont des pratiques parfois peu adaptées.

La rouille orangée, maladie fongique, est une menace à surveiller sur le territoire, maladie qui pourrait causer des pertes importantes.

La faiblesse du dispositif d'appui technique, financier, scientifique interroge également sur la capacité d'innovation dans la filière.

---

### **OPPORTUNITES**

La filière est bien structurée en Guadeloupe même si elle dispose de moins de moyens que la banane. Elle a l'ambition de passer à une production de 800 000 tonnes.

---

### **MARCHE**

La diversification des sucres produits avec des marques de qualité, label bio, etc. permettrait de toucher des marchés de niches. Le rhum et sa typicité régionale est également un produit à fort potentiel.

---

### **CONCLUSION**

Il y a 3 enjeux principaux pour la filière canne :

- Le développement de produits typiques (sucre et rhum) : probablement en bio ;
- Travail autour de l'innovation à la fois sur les pratiques et la gestion sanitaire mais aussi sur la diversification des produits ;
- La répartition des aides / subventions entre producteurs et transformateurs.

---

### **PRECISIONS SUR LES EXPOSES INTRODUCTIFS**

L'objectif de la filière canne guadeloupéenne est de 1 500 ha convertis en bio. La démarche a été entamée pour le sucre et pour le rhum et est liée à la demande sociétale, mondiale, de sucre bio pour intégrer dans chaînes de productions bio. Un plan de relance est nécessaire pour remotiver la filière. La canne à l'habitude des crises, elle la subit de plein fouet face à la betterave. En Martinique, le choix s'est porté plutôt sur le rhum car la filière sucre bat de l'aile. Il y a des questions à affiner pour prendre des bonnes décisions par la suite.

Il y a beaucoup plus de producteurs en canne (4000) qu'en banane (200) et il est plus difficile de les accompagner.

Les promoteurs cherchent des terres en se concentrant sur les plantations de canne et il faut se battre pour préserver les terres agricoles comme ce fut le cas il y a 3 ans dans le cadre du plan logement. Il y a des logements vides et des zones creuses qui pourraient être utilisés et éviter la perte de terres cannières.

---

### **DISCUSSIONS APRES LES EXPOSES INTRODUCTIFS : LES PRINCIPALES IDEES EXPRIMEES**

Il y a deux manières de faire de l'agroforesterie, d'associer des arbres et des cultures : soit on introduit des arbres dans les parcelles, soit on cultive dans la forêt. La seconde méthode, jugée plus naturelle, permet également d'intégrer une dimension pédagogique, touristique autour du paysage et du patrimoine. La vanille par exemple, anciennement cultivée pourrait être relancée sur la base des savoirs faire anciens du temps où les populations savaient cultiver en forêt.

Aujourd'hui avec le parc, la forêt est sanctuarisée, est-ce une bonne idée ?

Avec la pression foncière, l'immobilier rapporte plus que l'agriculture. Les projets en forêt ont l'avantage de ne pas être en concurrence sur le foncier. Ce sont de nouveaux espaces.

La production de bois, de charbon, pour l'unité bagasse-charbon, peut-être une autre porte pour l'agroforesterie.

La Région Guadeloupe favorise les cultures agroécologiques et l'agroforesterie. Mais se demande comment les définir en accord avec les caractéristiques locales, par rapports aux définitions à l'échelle mondiale ou nationale. Dans le cadre de la nouvelle programmation du FEADER, ce sont des questions à éclaircir.

Avec l'agroécologie, l'agroforesterie, est-il possible de retrouver l'équilibre naturel perdu les 50 dernières années de politiques agricoles d'intensification. La production ne peut être déconnectée de la qualité de l'alimentation pour garantir une vie saine. Les produits locaux sont-ils meilleurs pour la santé ?

On ne peut pas faire du tout-venant et essayer d'être compétitif sur le marché. Il faut aller vers des produits, pas forcément de luxe et de niche, mais de qualité ! C'est à ce prix que la Guadeloupe en bénéficiera : richesse, interconnexion avec patrimoine, tourisme ... Cela pose la question d'un projet global, qui offre des réponses dans les domaines de la nutrition, du bien-être, de l'autorégulation et du respect de la forêt.

Tous les secteurs vont vers plus d'agroécologie. Ce sont des projets que tout le monde veut favoriser mais les décideurs ne peuvent pas remplacer les porteurs de projet, ils peuvent simplement les accompagner mais pas faire l'agriculture à leur place. Attention de ne pas opposer les filières. Les deux grandes filières s'orientent aussi vers le bio. Il faut intégrer les différentes filières. L'école-acteurs peut mettre en relation et permettre le débat entre les différentes filières.

Pour la canne, la volonté est de répondre à la demande du marché en sucre bio (forte demande) pour biscuits bio, etc. Sur l'aspect technique il y a de grosses difficultés : forte diminution des produits pesticides autorisés, besoin de réorienter la filière vers des systèmes de production plus rentable. Et le bio coûte cher, 30 à 50% de charges supplémentaires, avec un besoin en main d'œuvre important alors que l'offre est absente. La mécanisation est la solution identifiée actuellement mais peut poser problème (carburant et émission en carbone) en contexte de réchauffement climatique.

Il ne faut pas parler que des seules filières canne et banane, les fruits, les légumes et l'élevage existent aussi. Pour les fruits et légumes, l'objectif est de nourrir la population locale. Il y a des difficultés climatiques, sanitaires mais pour le développement d'agroécologie, par exemple, il y a plein de choses à faire.

Il n'y a pas assez de journées d'échange, comme celle d'aujourd'hui, entre tous, notamment entre les filières. Il ne faut pas séparer les filières sinon on va se battre. Il faut partager les orientations. Le jardin créole est lui aussi à prendre en compte en tant que terrain d'innovations.

Faire une transition au sein d'une filière, passer en bio, etc. même si c'est du business, c'est l'assurance d'un minimum de qualité, même si on reste en monoculture, on fait mieux qu'avant. Cela permet de valoriser des démarches que certains ont déjà. Les instituts techniques pourront ensuite transposer ces ITK. Si les producteurs de canne passent en bio, font du désherbage thermique, font leurs preuves et puis généralisent le désherbage thermique, c'est positif pour le territoire.

Quand on parle de transition en Guadeloupe on parle d'exploitations « transversales » (et pas mono-spécifiques), qui construisent un revenu grâce à diverses spéculations et en produisant à destination du marché local. Quand on parle du bio, on parle toujours d'un marché. Quand on parle agroécologie, c'est d'abord une vision production dans une perspective d'équilibre et de complémentarité des produits sur l'exploitation comme un tout. L'approche filière segmente artificiellement la réalité.

Si l'objectif est un produit de qualité (santé, env., etc.), le bio industriel qui se développe de plus en plus n'y répond pas. Ici on perd l'objectif de l'agroécologie parce que le cahier des charges est fait en termes de marché et élaboré à l'échelle européenne malgré la diversité de conditions pédoclimatique et agronomique. En Guadeloupe, les conditions sont particulières et sont à prendre en compte.

Imposer le bio dans les cantines scolaires, ce n'est pas actuellement pas possible en Guadeloupe. Les prix du bio commencent à rejoindre ceux en conventionnel, l'agriculteur devant se rémunérer avec tout le travail supplémentaire engendré.

Il y a 10 ans, 2% de passage en bio était inespéré. Aujourd'hui on se plaint presque qu'il soit si développé. Certes le bilan carbone du bio industriel n'est pas au top, mais on avance dans le bon sens et les nappes phréatiques vont mieux. Il faudrait compléter les labels existants avec un « label » bio local, de respect de notre écosystème local.

Il y eut une étude sur un label ou marque pour mettre en avant le bio / le « propre » notamment en matière de chlordécone, pour que le consommateur s'y retrouve et pour valoriser les produits locaux et assurer une traçabilité. Il faut communiquer aussi sur le travail fait par la profession, par les agriculteurs.

Comment organiser la diversité de productions au sein d'une exploitation ? Comment ne pas segmenter notre vision de l'agriculture ? Nous sommes dans une agriculture très aidée donc les pouvoirs publics ont tout de même un poids très important dans l'agriculture guadeloupéenne avec des mécanismes d'aides qui privilégient les filières et les volumes. On aura peut-être du mal à les convaincre que l'agroécologie est l'avenir des exploitations.

Les politiques publiques ont un rôle important mais la PAC et le POSEI se décident au niveau européen. Quel est notre pouvoir en Guadeloupe pour aller discuter au niveau Europe ?

C'est un débat très ancien : les producteurs attendent les politiques et les politiques attendent les agriculteurs. Mais s'il y a une co-construction, une codécision des organisations de producteurs pour les subventions, les politiques ne refuseront pas.

Il faut travailler, avoir une réflexion sur la question de l'emploi. Il y a deux aspects importants.

- Une dimension économique : le coût de la main d'œuvre sur le bassin caribéen varie d'une île à l'autre. Ici, une production demandeuse de main d'œuvre est une production chère et non compétitive sur le marché. Il y a déjà des essais d'organisation pour relancer le collectif, pas encore très visible.
- Une dimension socioculturelle : la société est structurée autour de l'agriculture. Culturellement, travailler aux champs pour quelqu'un d'autre que soi, ce n'est pas acceptable ; c'est le dernier métier souhaité, c'est quand on n'a pas le choix. Or l'agriculteur souhaite des services de qualité, des personnes formées à ce métier. Or ce service est très rare et donc très cher.

La transition peut se faire au sein des filières. Et tout ce qui concourt à une alimentation saine est un progrès.

### LES QUESTIONS :

Quelles actions privilégier ?

- Comment favoriser la diversification des systèmes de production ? Comment les appuyer ?
- Quel rôle pour les filières ? Diversification des filières ? Nouvelles filières ?
- Moyens ?
- Quel est le rôle du projet « Rivage » ?

Ce compte rendu recense les principales idées exprimées par les participants.

### GROUPE EST

#### COMMENT FAVORISER LA DIVERSIFICATION DES SYSTEMES DE PRODUCTION ? COMMENT LES APPUYER ?

Pour la diversification, il manque un accompagnement des producteurs avec un croisement entre proximité locale (groupement, technicien sur zone) et compétence technique (réseau plus vaste avec acteurs experts). Les structures qui ont des moyens sont plutôt « mono produit ».

Il y a une nécessité de réflexion sur la définition de « diversification ». Deux conceptions existent. Cela peut être une diversification au niveau de l'exploitation ou au niveau du territoire. La diversification prend alors en compte la diversité des productions et appuie l'exploitation pour qu'elles puissent produire de manière durable l'ensemble des productions. En Guadeloupe, la diversification désigne tout ce qui n'est ni canne ni banane. Mais un éleveur de porc en système intensif, qui ne fait que ça, n'est pas dans une démarche de diversification alors qu'il n'est ni en canne ni en banane.

Les producteurs qui ne sont ni dans l'une ni dans l'autre des filières sont certainement plus vulnérables. Et ils manquent d'appuis. Et si la structuration par filières rassure, les présentations des filières de ce matin montrent bien leurs difficultés. Ce sont ces difficultés qui les obligent à modifier les pratiques et à développer la diversification. Les producteurs de canne font souvent de l'élevage et les deux ateliers sont quasi-indissociables ; c'est une forme de diversification.

L'agriculture guadeloupéenne est issue de l'agriculture coloniale. En 1900, le schéma était déjà un schéma d'exportations et les premières diversifications se sont faites parce que la filière canne ne fonctionnait plus. A l'époque c'est la banane qui a été une plante de diversification (au début des années 20), avec une production forte dans les années 50. Et aujourd'hui la canne et la banane survivent grâce aux subventions. Si les difficultés s'estompent et si ces deux filières font face aux difficultés, le besoin de diversification s'estompera et on oubliera une fois de plus les autres productions.

L'élevage et la diversification végétale ont du mal à avoir une structuration collective. L'élevage a disparu avec l'abattoir en sud basse terre, la petite agriculture familiale disparaît, comme en métropole mais ici il n'y a pas la région voisine pour nourrir la population. Nous n'avons plus de place sur notre propre marché. Tout est importé, ce n'est pas un problème pour les filières de la banane puisqu'ils exportent. Les autres producteurs sont sur le marché local mais ne peuvent pas vendre face aux importations (exemple des produits de dégagement). Il y a un paradoxe : une volonté de développer le marché local et des mesures telles que l'agrandissement du port pour accueillir toujours plus de containers, et donc avoir des prix plus bas sur les produits importés.

Les aides publiques financent surtout la diversification de la canne et de la banane. Elles ne permettent pas de consolider les autres filières.

Le système de déclaration des cultures est basé sur les caractéristiques de la métropole, avec 1 cycle par an. Il est difficile d'avoir un modèle avec toutes les spécificités de la Guadeloupe. Le recensement agricole peut apporter ces précisions mais il est réalisé une fois tous les 10 ans.

Par exemple, les MAE en soutien aux pratiques plus vertueuses étaient basées sur les systèmes en métropole. Il faudrait imaginer une MAE système ici aussi, par exemple « petite agriculture agroécologique » (à définir précisément). Sauf qu'une nouvelle MAE veut dire de nouveaux contrôles, et donc des ressources supplémentaires (humaines notamment) qui ne sont a priori pas disponibles.

---

## QUEL EST LE ROLE DES FILIERES ?

Les filières ont compris qu'il faut s'intéresser à l'échelle de l'exploitation depuis une dizaine d'années. La SICAGRA accompagne les producteurs dans la diversification végétale, le LPG le fait en agroforesterie, les SICA légumières aussi. Beaucoup de producteurs en « diversification » sont aussi en banane ou canne.

C'est un cercle vicieux : il y a des appels à projet, les filières canne et banane qui sont organisées sont plus à même d'y répondre. Les autres filières passent à côté. On peut décider de s'intéresser au maraîchage, il y aura certes des retombées intéressantes pour le territoire mais il y a moins de moyens donc il y aura moins de résultats. Au final, pour une communication au niveau de l'Europe, ce n'est rien par rapport à des filières bien structurées. En termes d'affichage, il semble donc plus intéressant de soutenir les filières canne et banane. C'est ce que l'on observe sur le bio : un projet sur la canne avec un objectif de 1 500 ha convertis mérite d'être soutenu. Le bio se développe mais sans sortir de la canne.

Mais pour les autres filières ? Il faut penser aux coups de main, peut-être mettre en place un système différent des schémas de filière d'exportation. Les aides ne passent pas sur ces productions là car elles ne sont pas organisées. Les producteurs de fruits et légumes ont-ils un intérêt économique à se regrouper ? (Comme au LPG qui se regroupe pour exporter)

A la Réunion, il y a de nombreux groupements et même « un groupement de groupements » qui fonctionnent bien et qui ont du poids ce qui leur a notamment permis d'accéder aux GMS et de créer des AMAP. Les organisations de producteurs sont aussi créées pour permettre le POSEI sur les frais de commercialisation, de transport etc...

Franck Souprayen et ses collègues de BTSG se sont regroupés sur la commercialisation mais ils se débrouillent seuls sur les aspects techniques. La chambre d'agriculture a disparu depuis 10 ans, ils ne se déplacent plus, est ce qu'ils font quelque chose ? Les aspects administratifs qui sont difficiles pour les agriculteurs, devraient être accompagnés, c'est le rôle de la chambre.

Il y a un problème de société en général : politique, santé, agriculture, ...

Il y a un besoin d'établir une stratégie territoriale (une volonté avec le COSDA-acteurs du milieu agricole ?). Il y a un besoin de discussion pour arriver à s'entendre. Il faut une vraie vision, sur le long terme. Discuter et décider du comment voit-on l'avenir de notre agriculture, avec nos spécificités, dans 20 ans ? Et ensuite penser le comment intégrer les subventions dans nos besoins et non pas l'inverse.

« Ce n'est pas grave de dépendre des fonds publics sauf quand ils n'arrivent pas », il y a des retards de paiement sur les aides, les MAEC.

Tant qu'il n'y aura pas de fédération, les agriculteurs n'auront pas assez de poids, de force, pour être entendus. Il faut penser collectif. Pour exemple, pour la banane, il y avait plusieurs groupements, aujourd'hui rassemblés au sein du LPG pour avoir plus de poids. Les SCIA cannières envisagent aujourd'hui le même rassemblement.

---

## QUEL EST LE ROLE DE LA RECHERCHE ?

C'est un partenaire essentiel, qui fournit un appui scientifique/technique sur des thématiques comme l'économie circulaire, le vermicompost, l'agroécologie. Il faut s'assurer de la vulgarisation auprès des producteurs

Là encore il y a un souci de répartition des aides, beaucoup de fonds sont destinés à la science et très peu aux agriculteurs : les agriculteurs ne touchent pas grand-chose.

---

## QUEL ROLE DES ECOLES ACTEURS ?

« Cela fait du bien ». Les école-acteurs permettent la communication sur les initiatives, les projets. Plutôt que chacun travaille sur son projet, de son côté, sans interactions, l'école-acteurs permet d'échanger et de partager sur les expériences et d'en tirer des enseignements.

Quelles suites donner à ces discussions ? Des plaidoyers : la recherche doit fournir des éléments pour défendre les positions pour obtenir les moyens. Cela passe par des statistiques adaptées à la région pour mesurer le gap avec celles nationales.

La recherche peut aussi appuyer la construction d'une vision globale / collective du développement agricole en Guadeloupe.

Ensuite, il faut informer les producteurs, qu'ils aient un interlocuteur sur les aides, les démarches. Il faut faciliter l'accès aux aides.

## GROUPE OUEST

---

## COMMENT FAVORISER LA DIVERSIFICATION DES SYSTEMES DE PRODUCTION ? COMMENT LES APPUYER ?

Avant de répondre à cette question, il y a un besoin de définition d'une stratégie. Quels buts, quels besoins, quelles finalités pour l'agriculture guadeloupéenne ?

Pour certains l'objectif principal est de nourrir la population sainement. L'objectif d'une alimentation saine, non préjudiciable à l'environnement et si possible juste socialement, doit orienter l'ensemble des actions.

Pour d'autres c'est un axe indiscutable, mais non unique. On ne peut faire abstraction du poids des filières. En fait, il faut partir de l'existant, de tout l'existant, en prenant en compte l'ensemble des producteurs, ceux organisés en filières (canne, banane), mais aussi les autres.

Un autre point important est la prise en compte de la diversité des situations pour prendre en compte l'unicité des exploitations et des systèmes de production qui sont souvent en polyculture/élevage. L'aide ne peut pas être identique pour les producteurs. Mais cela demande aussi des moyens d'encadrement qui n'existe pas. Faire du sur-mesure demande du personnel. Les itinéraires doivent être construits au fur et à mesure dans des discussions avec les agriculteurs. C'est tout l'intérêt des expériences présentées ce matin (Avec, Rita, Jafa...). Mais comment dégager de nouveaux moyens dans une perspective de réduction des subventions, sans créer de conflits ?

Mais en tout état de cause, il y a un besoin d'une vision qui soit Co-construite et qui prenne en compte l'ensemble des acteurs, au-delà d'intérêts qui sont divers. Cela pose le problème de l'ancrage de l'agriculture dans le territoire pour pouvoir négocier sur un projet cohérent avec l'Etat et l'Europe.

Dans cette Co-construction comment mobiliser les agriculteurs, tous les agriculteurs. Aujourd'hui, on parle des agriculteurs entre nous, la plupart techniciens ou chercheurs. Mais au-delà, les agriculteurs eux-mêmes ont-ils la place, l'opportunité d'exprimer ce qu'ils, eux, souhaitent devenir ? Quelle est la capacité d'expression et d'écoute de

nos institutions ? Evitons de stigmatiser. Tous les producteurs ont certainement envie de produire mieux. Prenons en compte leurs logiques.

Dernier point ne pas oublier de prendre en compte le changement climatique et les questions de consommation énergétique.

---

## **QUEL EST LE ROLE DES FILIERES ?**

Il y a un système à double vitesse... Les exploitations appuyées par les filières (même si la banane est plus présente compte tenu du faible nombre relatif de producteurs) sont privilégiées. Le maraichage et l'élevage souffrent d'un cadre désorganisé et ce sans parler des filières informelles.

Le système de subvention n'est pas assez efficace. Il y a besoin de le reformer mais sans le détruire. Y-a-t-il une possibilité de le faire évoluer et de s'appuyer sur les filières pour développer la diversification ?

Oui, mais ce ne sera qu'une diversification en appui aux filières canne et banane, avec tous les risques discutés ce matin. La diversification n'est qu'un moyen de sauvegarder les filières canne et banane et « est oubliée » quand la situation de la filière s'améliore. Elle ne modifie pas les aspects structurels de l'agriculture guadeloupéenne.

Faut-il favoriser la structuration de nouvelles filières, par exemple une structure qui fédérerait les agricultures en diversité végétale ? Mais la question des moyens se posera. Ne faut-il pas faire disparaître la notion de filières pour développer la résilience des systèmes de production ?

En effet, le financement à la production a des effets pervers. Les revenus des agriculteurs n'augmentent pas et ne sont pas sécurisés. Les subventions contribuent à la compétitivité sur les marchés. Il n'y a pas d'effets de consolidation des exploitations. On assiste à une concentration des terres et des structures. Une aide compartimentée n'est pas porteuse.

Un choix ? Aider les exploitations comme un tout, financer les structures et les consolider pour que les agriculteurs puissent produire ce qu'ils souhaitent. Cela exige des moyens d'appui pour des organisations permettant la commercialisation, l'accès aux intrants et aux crédits, la formation et l'accompagnement technique.

Ne faut-il pas aussi réfléchir à des subventions au consommateur (sur le modèle US de « food stamps », c'est à dire une aide sociale à la consommation avec un système de bonification quand on achète bio et local ? Ce système favorise indirectement une alimentation de qualité et de proximité donc des systèmes de production de qualité.

Les collectivités territoriales sont prêtes à appuyer ces choix mais les décisions se prennent largement aux niveaux européens. Elles ont besoin d'arguments pour les négociations. L'exemple de la Réunion montre qu'il est possible de faire évoluer les choses. L'aide aux producteurs de la filière lait a permis de relancer la production.

C'est une révolution qui exige des périodes de transition. En effet, il n'y a aucun intérêt à diviser et à opposer les filières. Il y a un besoin de réfléchir à une période de transition en combinant aide à la production et aide à l'exploitation. L'aide à l'exploitation doit comporter des volets d'appui technique et même d'accompagnement (construire des projets). Cela pourrait être atteint grâce à une mutualisation territoriale des différents réseaux d'appui technique et d'accompagnement. Dans cette perspective une évaluation des GAL serait à faire. Aussi voir comment les coopératives peuvent s'insérer dans cette organisation territoriale.

---

## **QUEL EST LE ROLE DE LA RECHERCHE ?**

Le rôle de la recherche doit être de « renseigner » le débat en produisant par exemple des statistiques permettant de corriger l'invisibilité de certains acteurs ou phénomènes. Comment créer une catégorie statistique pour faire exister les agriculteurs invisibles ?



Les recherches doivent se poursuivre mais en se préoccupant plus d'organiser de meilleure manière le transfert. Et cela passe par une meilleure implication dans la formation, une formation/accompagnement de l'innovation avec une mesure des risques.

## RESTITUTION DES ATELIERS

Les points clés :

- Avoir une vision de l'agriculture à long terme en fonction d'objectifs territoriaux en prenant en compte les aspects santé, environnement, foncier. C'est une vision propre aux guadeloupéens, avec des actions transversales, pas une vision de l'Europe. On parle beaucoup de problèmes parce qu'on ne trouve pas de solutions, c'est valable sur l'ensemble du territoire : le CHU, l'eau, etc.
- C'est une vision Co-construite en associant l'ensemble des parties prenantes, y compris les agriculteurs.
  - Importance de systèmes diversifiés répondant mieux aux besoins des populations : une alimentation saine, locale, de proximité...
  - Repenser la question de la diversification pas seulement celles dans le cadre des filières canne et banane.
- Donner la parole et écouter les agriculteurs, dans leur diversité. Il y a un manque d'investissement des producteurs, un besoin de motivation, de fédération, une vision commune. Un besoin d'être reconnu en tant que professionnel, de ne pas être mis dans un groupe vague « diversification », « autre »
- Repenser le dispositif d'appui (structuration et subvention) en fonction de cette vision. Sortir du tout « filière » en valorisant l'exploitation. Aider l'agriculteur, investir prioritairement dans les structures plus que dans l'appui à la production Raisonner en termes de systèmes avec l'objectif de sécuriser le revenu des agriculteurs
- Mais ne pas oublier que c'est par les filières que passe le financement. Donc attention à ne pas vendre l'échelle exploitation comme une spécificité locale en oppositions aux filières. Attention aussi aux mythes du tout bio... Les problèmes économiques existent.
- Mieux rendre compte de la diversité des situations et des exploitations en les rendant visibles au niveau des statistiques
- Débat autour de structures pour appuyer les exploitations polyculture élevage, non productrice de canne ou de banane. Le type de structures reste à inventer.
  - Organisation type filière pour fédérer la diversification végétale avec appui d'encadrement pour émarger aux aides et pouvant prendre en charge le producteur avec un accompagnement (10% des producteurs en diversification).
  - Organisation territoriale intégrant les différentes structures dans un appui à l'exploitation, à toutes les exploitations.
- Garantir des moyens aux producteurs. L'objectif est de sécuriser l'agriculteur : lui permettre d'être assuré (en cas de calamité) et d'avoir accès au crédit. Mise en place de fonds assurances calamités (AFD, caisse dépôts consignation, DAAF, ou autre) qui ne soit pas forcément pensée en termes de pertes sur récolte mais sur du matériel, des plants, etc. Pour l'accès au crédit, un fonds permettrait à l'agriculteur d'avoir un crédit même en cas de trésorerie négative. Car actuellement, il faut de l'argent pour demander de l'argent
- Au niveau de la recherche, rendre inclusifs les résultats, transférer les infos, maintenir le niveau de connaissances scientifiques pour établir des schémas de production sains : connaître son sol, la faune, les insectes utiles, le fonctionnement des plantes, en ayant les moyens de s'appuyer sur des données scientifiques fiables.

## LES QUESTIONS POSEES PAR CETTE ECOLE-ACTEURS

Les discussions du jour ont soulevé un certain nombre de questions qui se posent sur le territoire et de sujet qui mériteraient d'être approfondis.

Comment définir la « diversification », en reconnaissant la diversité de productions et de producteurs cachés derrière ce mot ?

Comment développer l'accompagnement de cette diversité producteurs (toutes cultures et élevage) ? Comment développer la structuration collective en s'appuyant sur les OP existantes ? Comment y inclure les agriculteurs hors OP ?

Comprendre le fonctionnement des aides et des différents niveaux de décision (régional, national, européen)

Ces aides sont-elles adaptées au contexte local ? Sinon, comment les adapter ? Qu'en est-il des dispositifs administratifs agricoles ?

Quelle est la stratégie agricole territoriale ? Y a-t-il une vision partagée des objectifs à atteindre ? Sinon, comment la construire ?

Comment assurer le transfert de la recherche vers la profession ? Quels sont les outils existants / manquants ?

Y a-t-il des interlocuteurs entre institutions et agriculteurs ? Qui doit assumer ce rôle ? Comment renforcer ces échanges ?

## ANNEXE N°1 : PRESENTATION INTRODUCTIVE, PAR JEAN-PHILIPPE TONNEAU ET JEAN-PIERRE CHERY




**RIVAGE : Innover en agroécologie pour gérer, préserver et restaurer la qualité environnementale du territoire**

École-acteurs du 20 septembre 2019  
Neufchâteau, Capesterre-Belle-Eau

2




**Quelles perspectives pour l'agriculture guadeloupéenne**

École-acteurs du 15 février 2019  
Îlet Pérou, Capesterre-Belle-Eau

3



Avant-propos

## Le programme

- Quelques questions pour se connaître
- C'est quoi l'école-acteurs ?
- Le thème de l'école-acteurs du jour : **Quelles perspectives de l'agriculture guadeloupéenne ?**
- Les prochaines rencontres ?

4



Avant-propos

## L'école-acteurs

- Un lieu d'échanges et de débat sur l'agriculture guadeloupéenne.
  - D'abord autour des questions de pollutions diffuses (phase 1 de Rivage)
  - Maintenant sur les systèmes de production (phase 2 de Rivage).
- Une volonté de réflexion interdisciplinaire

## L'école-acteurs

- Un lieu ouvert : tous ceux qui se sentent concernés peuvent participer
- Une organisation
  - Des exposés introductifs...
  - Echange et débat...
  - Un repas pour permettre des débats complémentaires

Avant-propos

## Les règles du jeu

- Tous peuvent s'exprimer
- Ne pas mobiliser la parole
- Ecouter avec bienveillance
- Respecter tous les points de vue

Avant-propos

## L'école-acteurs aujourd'hui

**Quelles perspectives pour l'agriculture guadeloupéenne ?**


## La méthode ?

- Trois exposés, avec une synthèse et un débat, pour rappeler les grands enjeux de l'agriculture guadeloupéenne
- Des posters commentés sur différentes expériences actuelles en Guadeloupe
- Des groupes de travail / Brainstorming pour traiter différentes questions associées (actions à privilégier, actions existantes à soutenir, et rôle du projet « Rivage »).

## Temps 2 :

**Quelques expériences et actions en Guadeloupe**

- Des posters
- Un appel à tous... Trop tardif en cette rentrée.
- Pas de volonté d'exhaustivité : quelques éclairages pour alimenter la réflexion...
- Des possibilités de témoignage durant la journée
- Des possibilités de réaliser d'autres posters dans les prochains jours : un enjeu de communication et d'élaboration de références.

## Temps 1

**Les enjeux de l'agriculture guadeloupéenne**

- Trois interventions introductives
  - Généralités sur l'agriculture guadeloupéenne  
*A. Ducrot - DAAF*
  - Les menaces et opportunités de la filière banane  
*L. Mevel - LPG*
  - Les menaces et opportunités de la filière canne  
*J.-P. Tonneau, CIRAD*
- Commentaires, synthèse et débat

## Les posters

- La qualité des masses d'eau de Guadeloupe *S. Kanor - ODE*
- Pression agricole et pollution des eaux sur les bassins versants : OPALE (Pérou – Pères) *P. Cattan - CIRAD*
- L'alimentation : DIAG'Alim *E. Tschannen et M.-F. Doyen - Ademe, DAAF*
- Le Réseau d'Innovation et de Transfert Agricole *M. Gérard - RITA*
- Le projet AVEC *M.-L. Lassel IT2*
- Le programme Jardin Familiaux *F. Bouriseau - JAFA*
- Dynamiques territoriales à... *F. Souprayen - BTSJ*

14

## Temps 3

## Groupes de travail &amp; brainstorming

- Quelles actions privilégier ?
- Comment favoriser la diversification des systèmes de production ?
- Comment les appuyer ?
  - Quel rôle pour les filières ?
  - Diversification des filières ? Nouvelles filières ?
  - Moyens ?
- Comment s'organiser territorialement ?

[Quel est le rôle du projet « Rivage » ?]

# ANNEXE N°2 : L'AGRICULTURE GUADELOUPEENNE EN QUELQUES CHIFFRES PAR ALEXANDRE DUCROT, SERVICE STATISTIQUE DE LA DAAF

**Ecole-acteurs projet RIVAGE**  
20/09/2019  
Quelques chiffres clés

- Présentation du service statistique de la DAAF

## Chiffres clés de l'agriculture en Guadeloupe

- Le territoire
- Les exploitations agricoles
- Les pratiques culturales
- Les revenus des exploitations
- Valeur de la production et montant des soutiens
- Approvisionnement du marché local

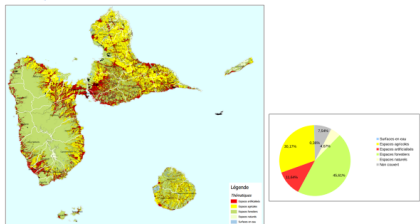
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

## Occupation du territoire



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

## Occupation du territoire



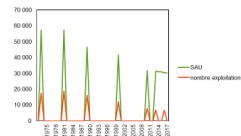
## Occupation du territoire

Territoire régional		2018
Utilisation du Territoire (surface en hectare)		
Cane à sucre		13 290
Cultures légumières		1 861
Cultures fruitières		2 842
Surfaces toujours en herbe des exploitations		9 433
Champs		2 875
<b>Surface agricole utilisée des exploitations</b>		<b>39 193</b>
Jardins et verges		5 500
Surfaces toujours en herbe hors exploitations (STH)		16 421
<b>Surface agricole utilisée de dégroupement</b>		<b>34 614</b>
Surfaces boisées		71 538
Autres terres		39 809
<b>Surface totale du département</b>		<b>162 963</b>

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

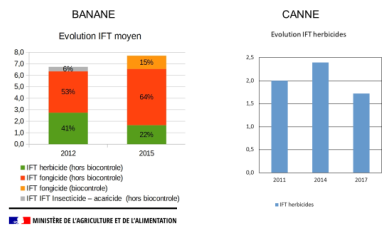
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

## Les exploitations agricoles : évolution en nombre et surface



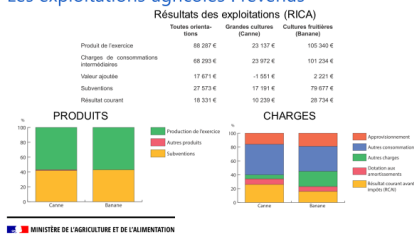
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

## Des pratiques culturales en évolution



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

## Les exploitations agricoles : revenus



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

## Valeur de la production agricole et soutiens à l'agriculture

Valeur de la production agricole

Produits	Valeur estimée en ME
Canne à sucre	30
Légumes	28
Fruitiers	5
Autres	14
<b>Produits végétaux</b>	<b>77</b>
Bétales	13
Produits animaux	14
Autres	1
<b>Produits animaux</b>	<b>14</b>
<b>Total</b>	<b>91</b>

2017, comptes de l'Agriculture Agreste

Soutiens à l'agriculture

Programme d'aides	Montant en ME
PCO2	68
Outillage	18
Programmes nationaux	7
Autres	1
<b>Total</b>	<b>94</b>

2018, Observatoire DDEADOM

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

## Approvisionnement du marché local : Evolution du prix de la tomate



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

## Un marché local approvisionné par la production locale et les importations

Taux de couverture légumes 2017, valeurs en Teqpt



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

# ANNEXE N° 3 : LA FILIERE BANANE, PAR LUCILE MEVEL, LPG

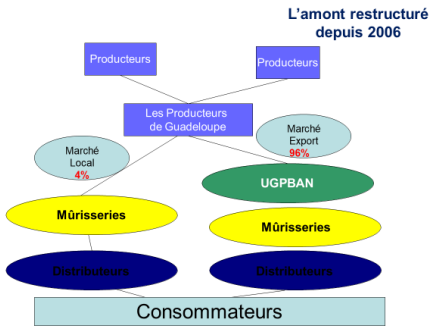


## Sommaire

## I) La filière banane

### Présentation pour le projet RIVAGE

Ecole-Acteur  
20 septembre 2019



### Mission du LPG (28 personnes) :

- Un pôle administratif et financier
- Un pôle Logistique et Empotage
- Un pôle achat (intrants)
- Un pôle agro technique



### Philosophie:

**Prix d'achat des intrants et prix de vente du carton identique pour tous les agriculteurs quelque soit la taille**



### Les objectifs au sein du LPG :

Au cours de la décennie précédente, 2 grands objectifs:

- Réduire l'utilisation des produits phytosanitaires
- Optimiser l'itinéraire technique pour optimiser le revenu



### II) Les menaces de la filière

- Une maladie fongique importante : La cercosporiose noire**
  - Retrait des triazoles (de moins en moins de produits de traitement disponibles)
  - Une maladie de plus en plus virulente
  - Gestion mécanique de la maladie (effeuillage)
- La maladie de panama : fusariose TR4**
  - Menace mondiale, progression alarmante (dernier touché la Colombie)
  - Champignon du sol attaquant tout type de bananier, reste dans les sols 30 ans
  - Pas de solution trouvée à ce jour, mesure prophylactiques
- Le marché mondial :**
  - Risque d'augmentation de la production dans les autres pays (zone Amérique latine et Afrique)

### III) Les opportunités de la filière

- L'Agriculture Biologique :**
  - Des pratiques respectueuses de l'environnement et des producteurs (zéros pesticides)
  - Une valorisation des pratiques, une banane française Bio (cahier charge)
  - 9 producteurs engagés, 15 en fin d'année 2019 soit 8.5% des membres de la coopérative
- Projets Agroforesterie :**
  - Des arbres dans les parcelles de bananiers : arbre à pain, papayer, moringa, pois, cannellier, avocatier, cacaoyer, caféier...
  - Une diversification de la production
  - Essai de 1ha chez SCEA Grands Fonds, projets sur la zone de Goyave
  - Formation en agroforesterie pour les producteurs sur 5 semaines
- Projet apicole :**
  - Installation de ruches dans les exploitation en AB
  - Analyse du miel pour déterminer le potentiel mellifères en zone de bananeraie
  - Formation apiculture pour les techniciens et exploitants

### III) Les opportunités de la filière

- Dynamisation de la filière via l'installation de Jeunes Agriculteurs :**
  - Mise à disposition de parcelles par l'ONF dans la zone de Goyave (forêt de Sarcelle)
  - Travail sur l'intégration de la production en zone de biodiversité (corridors biologiques)
- Augmentation de la consommation sur le marché français**
  - Perspectives d'augmentation de la production





## Les menaces et opportunités de la filière canne

### La filière canne

- Une filière majeure en Guadeloupe
  - Environ 14,000 ha
  - Soit près de 43% de la SAU
- Baisse de la production de canne
  - depuis quelques années : 550 000T
- Réorientation des surfaces de production
  - diversification (de façon plus importante)
  - Urbanisation et constructions

### Les menaces géopolitiques et économiques

- Abandon des quotas sucres et concurrence
- Les accords UE-MERCOSUR
  - Suppression de droits de douane pour le Brésil et offre de contingent aux Pakistan et Paraguay
- Tensions internationales
  - Canne orientée vers la production d'Ethanol
  - Fermeture de sucreries en Europe
- Une filière fragile du fait de des spécificités :
  - Orientation sucre = forte concurrence sur le marché mondial contrairement au rhum (marché de niche)



### Les menaces géopolitiques et économiques

- Compensation financière de l'état
  - mais pour combien de temps ?
- Les contreparties : « en lien avec les autres filières et les collectivités... un modèle agricole qui permette de relever les défis climatiques et sociétaux... Montée en gamme, valorisation origine ultramarine, produits biologique, canne, énergie, nouvelles filières... »...
- Des réformes à venir... Des réformes à préparer ?



### Les menaces techniques : les questions sanitaires

- Gestion des adventices de plus en plus compliquée avec les moyens conventionnels
  - Suppression / Retrait de produits phytosanitaires
  - Sur le terrain : des comportements atypiques avec un développement des mésusages qui ont des conséquences sur les rendements
- Surveillance au niveau régional de la rouille orangée (champignon) qui pourrait causer des pertes non négligeables



### Les menaces en termes de dispositif d'appui

- Faible présence sur le terrain
- Complexité des aides FEADER spécifiques à l'encadrement des planteurs
- Peu de recherche en Guadeloupe
- Quelle capacité d'innovation ?



### Les opportunités au niveau structuration

- Une bonne structuration à l'échelle territoriale
  - Interprofession IGUACANNE
  - 4 SICA
  - Les opérateurs (CUMA + ETA)
  - 2 sucreries
  - 11 distilleries
  - 1 centre technique
- Des ambitions
  - Un objectif de production de 800,000 T



### Les opportunités au niveau des produits

- Diversification des sucres produits
  - Pour des marchés spécifiques
- Des rhums de bonne qualité
  - Typicité régionale
  - Satisfaction du marché



### Des enjeux

- Développement d'une production de sucres et de rhums typiques (biologiques ?)
  - Pour une consommation brute
  - Comme composant de d'autres productions biologiques à l'échelle européenne et mondiale
- L'innovation
  - Diversification des produits
  - La gestion du sanitaire : comment bénéficier des innovations technologiques nécessaires à la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires au niveau français et international
- La répartition des aides
  - Entre transformation
  - Et production...



# ANNEXE N°5 : POSTERS

RECHERCHE APPLIQUÉE



Accompagnement et Valorisation des Expérimentations endogènes Collaboratives

## Enjeux

- Maintien et accroissement de la résilience des systèmes de production et des revenus des producteurs tout en contribuant à la transition vers des systèmes agro-écologiques ou biologiques
- Développement d'un dispositif territorial d'expérimentation paysanne profitable et utilisable par tous les producteurs de la filière
- Création d'outils et méthodes adaptés pour l'innovation et le transfert en agriculture au niveau local
- Diffusion de cette nouvelle méthodologie de travail dans d'autres situations de production, d'autres filières et d'autres territoires ultra-marins



Crédits photos : C. LECLERC

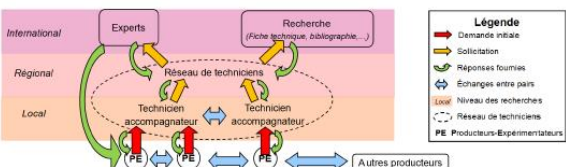
## Expérience

De nombreux producteurs-expérimentateurs (PE) locaux testent des pratiques culturales à leur initiative et de façon autonome. Sur le terrain, ils font remonter différents besoins dont celui d'être accompagnés techniquement pour renforcer leur expertise et consolider leurs savoir-faire. Le projet AVEC (Accompagnement et Valorisation des Expérimentations endogènes Collaboratives) vise à accompagner les PE qui testent des pratiques culturales agro-écologiques en cultures de diversification (maraichage, vivrier, horticulture, ...)

### Objectifs

- Créer un réseau dynamique de PE et techniciens travaillant ensemble au développement de l'innovation agricole dans l'île,
- Aider les PE à préciser et à améliorer leurs façons d'évaluer les résultats obtenus dans leurs expérimentations
- Accompagner les PE à valoriser les acquis majeurs de leurs expérimentations
- Accompagner les PE dans leur participation à des réseaux d'échanges technico-économiques avec d'autres producteurs,
- Former les techniciens de structure à l'accompagnement technique et méthodologique des PE

## Vers une approche « Bottom-Up » participative



- Reconnaître et appuyer la capacité d'innovation des producteurs locaux
- S'inscrit dans un contexte global d'évolution du conseil en agriculture

Partenaires du projet: RITA, CIRAD, INRA, ANR, etc.

Ce poster a été conçu par Marie-Laure LASTEL, ml.lastel@it2.fr, Septembre 2019

AGRO-ÉCOLOGIE



## L'expérience

Association créée en 2017  
Surface en production : 40 ha répartis entre 11 exploitations agricoles  
Territoire : 3 communes rurales et dynamiques de paupérisation



Enjeux : développement d'une agriculture locale, créatrice d'emplois, saine, durable et « accessible » dans un territoire marqué par le changement climatique, un taux de chômage élevé des jeunes, et des problèmes de santé liés à l'alimentation (hypertension, diabète)

Objectif : expérimenter et démontrer la faisabilité d'une production agro-écologique accessible à tous et viable économiquement et écologiquement

## Résultats obtenus

- Expérimentation et développement d'itinéraires techniques permettant une production agro-écologique (association de cultures, fertilisation organique, etc.)
- Mise en place de circuits alternatifs de commercialisation : vente directe de paniers fermiers
- Valorisation des produits et filières locaux
- Agro-transformation d'une partie de la production des membres de l'association (farines, produits déshydratés)
- Développement d'un réseau solidaire, enjeu de cohésion sociale entre membres de l'association : journées « coups de main » avec entraide



## Limites de l'expérience

- Ambition limitée par les investissements sur fonds propres
- Absence d'accompagnement par la recherche de l'agriculture familiale en général et de cette initiative en particulier
- Intérêt des politiques encore limité mais croissant

## Perspectives

- Projet ADVIR (2019-2022) en partenariat avec l'INRA : focus agriculture/santé, promotion de l'agriculture locale
- Développer les échanges entre agriculteurs pour la diffusion de savoirs, pratiques et le co-développement de protocoles d'agricultures agro-écologiques aux échelles :
  - Guadeloupe
  - Caribbes
  - Amérique du Sud



Ce poster a été conçu par l'association B.T.S.G. Septembre 2019

ENVIRONNEMENT

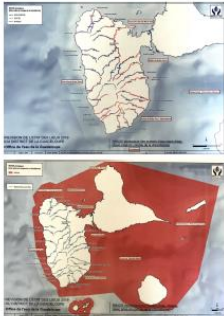


## L'expérience

Enjeu : définir les priorités d'action pour le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027  
Objectifs : réaliser l'état des lieux des milieux aquatiques et inventorier les pressions potentielles qui les impactent

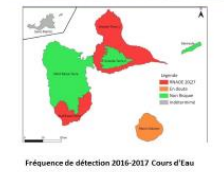
### Principaux résultats :

- Mise en exergue d'une intrusion saline en Grande-Terre
- Détection des principaux polluants
- Pressions identifiées (non hiérarchisées) : agriculture et élevage, l'assainissement collectif et non collectif, industrielle (localisée), décharge, carrières, pêche, aquaculture, tourisme, espèces exotiques envahissantes, sargasses



### Identification des principaux polluants

Cours d'eau	Eaux souterraines	Plan d'eau	Eaux côtières
28 cours d'eau sur 47 en risque de non Atteinte des Objectifs Environnementaux à horizon 2027 (RIAE02027)	2 mapes sur 7 (RIAE02027)	1 lac de Glacinet en RIAE02027	11/21 masses d'eau en RIAE02027
- Polluants historiques (Bacté-Terre) - Pesticides - Testostérone - Inorganique - Caféine - Non (déplacement de la NQE pour 7 cours d'eau) - AMPA - Glyoxime	- Chlorure de sodium - Présence de métaux lourds de resine	- Chlorure de sodium - Présence de métaux lourds de resine	- Pesticides (dithionone 2632, 2634, 2718) - Hydrocarbures polycycliques - Alkylnitriles - Phénol - Méthoxychlorure (secteur et carbamate)



## Limites de l'expérience

- Méthodologies très globales à l'échelle de l'archipel
- Méthodologies très contraintes par la directive cadre, manque d'exhaustivité
- Manque de données hydrogéologiques en basse terre
- Manque de données sur tout ce qui est informel

## Perspectives

- Acquisition de connaissances sur les limites évoquées (fonds géochimiques naturels)
- Mettre en conformité les stations
- Régulariser les autorisations de prélèvements des forages
- Communication, diffusion des résultats

Ce poster a été conçu par l'Office de l'Eau contact@oe971.fr, Septembre 2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ, IREDD, BRGM, CREOCEAN, SCE

ALIMENTATION

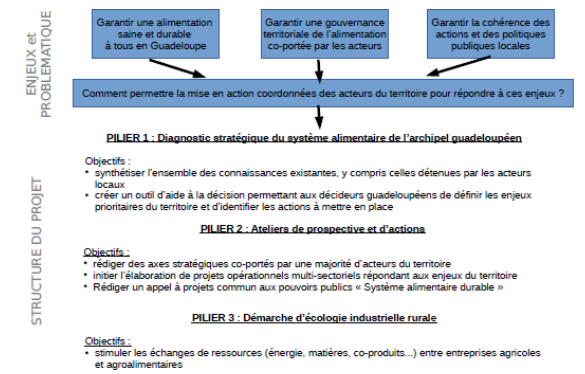
## DIAG'Alim

DIAGNOSTIC du système ALIMENTAIRE de la Guadeloupe

## Le projet

L'objectif du projet est de stimuler une réflexion collective autour des enjeux du système alimentaire guadeloupéen et de permettre la mise en action coordonnée des acteurs du territoire.

Pour atteindre cet objectif, le projet repose sur l'élaboration d'un diagnostic stratégique du système alimentaire territorial, l'organisation d'ateliers territoriaux multi-acteurs et multi-sectoriels et le lancement d'une démarche d'écologie industrielle rurale.



## Calendrier



## Premiers résultats obtenus

- Cartographie générale des acteurs du territoire et recensement de leur perception du territoire
- Analyse SWOT des groupes d'acteurs du système alimentaire guadeloupéen
- Caractérisation du fonctionnement de la restauration collective scolaire

Ce poster a été conçu par E. Tschannen et M.-V. Doyen, Septembre 2019

DEAL, Université des Antilles, etc.





**OPALE**  
Un observatoire de la qualité de l'eau

**L'expérience**

L'enjeu est de réduire les impacts de l'agriculture sur l'environnement.

L'objectif de l'observatoire est de donner une information sur la qualité des eaux de surface et souterraine en relation avec les pratiques agricoles et d'identifier les molécules à cibler

Principaux résultats :

Par ordre d'importance, on retrouve dans les eaux :

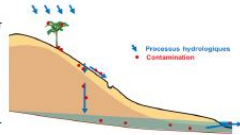
- 1er : Chlordécone
  - 2ème : Fongicides post-récolte
  - 3ème : Glyphosate
  - 4ème : Herbicides de la canne
- La pollution cesse quand les traitements s'arrêtent (cyclone)  
La pollution est plus faible sur Pérou du fait de la dilution des eaux en amont



**Résultats obtenus**

**Pourquoi la rivière est-elle polluée ?**

- Certaines molécules sont utilisées par de nombreux agriculteurs sur le bassin versant (ex. : glyphosate)
- Tout le monde traite en même temps (herbicides de la canne)
- Les traitements sont concentrés en quelques endroits (post-récolte)
- Les anciennes molécules persistent dans l'environnement
- Le temps de transfert entre la parcelle et la rivière est long car essentiellement souterrain



**Limites et enseignements**

On ne mesure la pollution que dans un compartiment du milieu : **les eaux**

L'expérience permet de cibler des molécules d'intérêt : post-récolte banane, glyphosate, herbicides canne  
Elle souligne l'intérêt à choisir et développer des indicateurs propres au milieu dans lequel on travaille (si on choisit la rivière Pérou on risque de conclure à l'absence de pollution en raison des dilutions de l'amont)  
Elle souligne la nécessité d'une action collective sur le bassin alimentant les cours d'eau : le changement de pratique chez quelques agriculteurs n'aura que peu d'effet

**Perspectives**

- **ACTIONS COLLECTIVES** : Comment mettre en œuvre les actions collectives pour améliorer la qualité de l'eau ?
- **INDICATEURS** : quels indicateurs peut-on mobiliser de l'Observatoire OPALE pour guider les pratiques ?

Ce poster a été conçu par **Philippe Cattan**  
Septembre 2019

Le projet RIVAGE est un projet cofinancé par le Fonds européen de développement régional (FEDER) de l'Union Européenne, le Région Guadeloupe, le BRGM, le CIRAD, l'INRA et l'Université des Antilles.

**RITA**  
GUADELOUPE  
Réseau d'innovation et de transfert agricole

**L'expérience**

L'enjeu est, à travers la mobilisation collective de l'ensemble des structures agricoles du territoire, de rechercher puis diffuser des pratiques agro-écologiques permettant de répondre aux besoins des agriculteurs localement

Les objectifs

- Identifier et hiérarchiser les besoins des professionnels
- Co-construire et réaliser des projets/actions d'expérimentation, de démonstration et de transfert en réponse aux besoins exprimés par les agriculteurs
- Favoriser les échanges inter-DOM



**Résultats obtenus**

- Adoption de pratiques agro-écologiques pour réduire l'usage des pesticides
- Amélioration de l'alimentation animale favorisant l'autonomie fourragère (ex. : expérimentation d'alimentation de porcs à base de jus de canne en complément d'une alimentation classique)
- Maîtrise des risques sanitaires en production végétale (innovations variétales pour lutter contre le HLB)
- Lutte contre l'anthraxose de l'igname et les parasites du plantain par la sélection variétale : augmentation de la production en qualité et réduction potentielle de l'usage des pesticides
- Formation des agriculteurs et des conseillers sur le long terme
- En apiculture, accroissement de la productivité et préservation de la biodiversité



**Limites de l'expérience**

- Difficultés administratives et financières
- Difficultés à recenser les besoins des agriculteurs
- Difficultés de communication et de transferts (nécessité d'innover pour que les résultats des projets RITA soient accessibles à un maximum d'agriculteurs)

**Perspectives**

- Elaborer un plan de communication
- Accentuer le transfert vers les agriculteurs, notamment par une meilleure diffusion des résultats et le déploiement de moyens innovants
- Contribuer aux stratégies territoriales 2021-2027
- Etendre le RITA à d'autres secteurs d'activité comme l'agro-transformation
- Expérimenter de l'innovation organisationnelle



Ce poster a été conçu par **Manuel Gérard**  
Septembre 2019

Le projet RITA est un projet cofinancé par le Fonds européen de développement régional (FEDER) de l'Union Européenne, le Région Guadeloupe, le BRGM, le CIRAD, l'INRA et l'Université des Antilles.

Programme Jardins Familiaux - Jafa Guadeloupe

**Projet de « Sciences Participatives »**

l'INRA, la population et l'IREPS expérimentent des méthodes alternatives

L'équipe du programme Jafa a lancé depuis fin 2015 des activités utilisant la « santé communautaire » comme moyen permettant aux guadeloupéens d'être acteurs de leur santé.  
Dans ce cadre, différents groupes de population ont été constitués autour de la question : « comment continuer à manger local sans pesticides ? »  
Le projet de sciences participatives a répondu au 1<sup>er</sup> projet d'action souhaité par la population.



### 1 Elaborer

Créer les conditions pour que le monde scientifique et la population puissent travailler ensemble dans un climat de confiance

**Élaborer un protocole scientifique avec l'INRA**  
Mise en contamination de 25 poules chez 3 particuliers volontaires

**Modélisation d'un poulailler hors sol à moindre coût**

**Butte de culture en lasagne**

**Récupérer et utiliser les déchets du jardin**

### 2 Mettre en Oeuvre

**Volat animal**  
Mise en décontamination des poules dans 12 jardins de particuliers volontaires

**Volat végétal**  
Mise en place des buttes dans 8 jardins de particuliers volontaires

**Répartition spatiale des expérimentations du volat végétal**

### 3 Analyser

**Éléments analysés**  
Niveau de contamination en chlordécone  
Rendement de la méthode pour le volat végétal  
Acceptabilité sociale des techniques

**Nombre d'échantillons analysés par jardin**

**Analyse des résultats avec la population**  
Analyse par l'INRA, ces résultats seront mis en débat avec les participants afin d'identifier les freins et leviers à la mise en place des techniques.

**Diffusion par la population des techniques retenues.**  
Cette étape est dépendante des résultats de tous les paramètres analysés.

**Le Programme Jafa**  
Initié par l'Etat-National d'Action Communautaire, le Programme Jafa est un programme de santé publique, co-créé par l'Agence Régionale de Santé (ARS) et l'Institut d'Éducation et de Promotion de la Santé de Guadeloupe, financé par l'Agence Régionale de Santé (ARS). Il a pour objectif d'appuyer la collaboration des populations vulnérables et la consommation régulière de produits locaux de leur jardin pour réduire les risques liés à l'usage de pesticides.